

page 197 lectures

PRE

JIHAD IN SAUDI ARABIA. VIOLENCE AND PAN-ISLAMISM SINCE 1979

Thomas Hegghammer

New York, Cambridge University Press, 2010, 304 pages

LES ISLAMISTES SAUDIENS. UNE INSURRECTION MANQUÉE

Stéphane Lacroix

Paris, PUF, 2010, 384 pages

Le chercheur norvégien Thomas Hegghammer et son collègue français Stéphane Lacroix sont deux des représentants les plus prometteurs de la nouvelle génération d'arabisants. Parfaitement à l'aise dans la langue du Prophète, ils ont consacré des années de recherche minutieuse à l'étude de l'Arabie Saoudite, pays déjà en soi d'accès ardu, et ils ont choisi d'approfondir la connaissance de l'islamisme local dans ses différentes facettes et avec toutes ses retombées internationales. Ils avaient déjà rédigé ensemble un article de référence¹ sur le soulèvement messianique de La Mecque en novembre 1979. Après avoir soutenu leurs thèses de doctorat, tous deux sous la direction de Gilles Kepel, ils les ont retravaillées, l'un à Harvard et à Princeton, l'autre à Stanford, pour en tirer la matière de ces deux ouvrages appelés à marquer durablement le champ de la recherche sur l'Arabie Saoudite et l'islamisme contemporain.

Stéphane Lacroix remonte jusqu'aux années 1960 pour décrire comment le régime saoudien, protecteur des Frères musulmans persécutés en Égypte et en Syrie, va leur offrir des positions stratégiques dans ses institutions naissantes, à la fois de formation intérieure et de prosélytisme extérieur. Cette greffe de l'islamisme des Frères dans le Royaume wahhabite s'inscrit alors dans le contexte de la féroce « guerre froide » arabe, qui oppose l'Arabie de Fayçal à l'Égypte de Gamal Abdel Nasser, jusque sur le sol du Yémen (les monarchistes pro-saoudiens y combattent sans merci le corps expéditionnaire égyptien et ses alliés républicains). Mais la montée en puissance des Frères musulmans en Arabie, bientôt désignée sous le nom de *Sahwa* (« Réveil »), suscite aussi des résistances dans le champ religieux, notamment à l'initiative du cheikh syrien Nasreddine al-Albani, promoteur d'une interprétation littérale de la tradition prophétique. Le terme générique de « salafisme », qui renvoie aux pieux ancêtres (*salaf al-sâlih*), en vient donc à recouvrir deux réalités très contrastées, celle du salafisme « réformiste » et militant de la *Sahwa*, d'une part, et celle du salafisme « littéraliste » et quétiste des disciples de N. al-Albani, d'autre part.

1. T. Hegghammer et S. Lacroix, « Rejectionist Islam in Saudi Arabia: The Story of Juhayman al-'Utaybi Revisited », *International Journal of Middle East Studies*, vol. 39, n° 1, 2007, p. 103-122.

Stéphane Lacroix éclaire bien le bouleversement provoqué par la décision de la famille Saoud, en août 1990, de recourir aux troupes américaines pour contenir la menace de l'Irak, qui vient d'envahir et d'annexer le Koweït voisin. La *Sahwa* entre en dissidence contre ce déploiement des forces « infidèles », à l'unisson des Frères musulmans dans le reste du monde arabe, tandis que les tenants du salafisme littéraliste confirment leur allégeance au régime. Ils en sont récompensés par leur cooptation aux positions de pouvoir jusqu'alors occupées par les Frères musulmans. La même disgrâce frappe d'ailleurs un ancien militant des Frères musulmans, Oussama Ben Laden, longtemps encouragé par les cercles dirigeants au nom du djihad antisoviétique en Afghanistan, qui bascule lors de cette crise dans l'opposition. Il y entraîne le réseau clandestin de ses partisans, constitué en « la Base » (Al-Qaida) depuis déjà deux ans. Cette rupture entre le régime saoudien et les « anciens » d'Afghanistan suscite l'émergence d'une troisième forme de salafisme, le salafisme djihadiste, qui allie la rhétorique panislamique aux visées révolutionnaires.

Stéphane Lacroix recourt avec pertinence à la théorie des mouvements sociaux pour analyser le développement de la contestation de la *Sahwa*, qui atteint son apogée en 1993-1994, sous l'impulsion, entre autres, des cheikhs Salman al-Awda et Safar al-Hawali. Ben Laden, alors exilé au Soudan, finance à Londres un « Comité pour l'Avis et la Réforme », qui vibre à l'unisson de la *Sahwa*. Mais la protestation islamiste reflue à partir de 1995, la répression décime les rangs de la *Sahwa*, et le salafisme littéraliste consolide ses positions à la faveur de cette restauration autoritaire. Ben Laden, expulsé de Khartoum au printemps 1996, transplante Al-Qaida dans l'Est de l'Afghanistan. Et c'est de cet improbable sanctuaire qu'il lance, quelques mois plus tard, sa « déclaration de djihad contre l'Amérique » accusée d'occuper la terre sainte d'Arabie. Sous le couvert d'un appel à la « libération » du territoire saoudien, il s'agit bel et bien de l'invention d'une forme inédite de djihad, le djihad global, où l'injonction individuelle à l'action violente, en chaque point de la planète, alimente un projet révolutionnaire dans le monde musulman en général, et en Arabie en particulier.

Ce djihad global, inspiré par Ben Laden et incarné par Al-Qaida, T. Hegghammer en retrace l'émergence dans un tableau fouillé des différentes formes d'islamisme saoudien, dans leurs manifestations politiques/civiles ou violentes/armées. Il recompose les réseaux de mobilisation et de recrutement de ces différentes tendances, s'appuyant sur une base de données riche de 539 biographies militantes qui donne lieu à une analyse très poussée en termes sociaux ou géographiques. Il étudie les filières successives de soutien logistique et d'envoi de volontaires vers la Bosnie, de 1992 à 1995, puis vers la Tchétchénie et l'Afghanistan taliban. Le

Saoudien Khattab, qui combat l'Armée rouge aux côtés des islamistes du Caucase, jusqu'à sa mort en 2002, paraît au moins aussi populaire que Ben Laden auprès de ses compatriotes les plus militants, et sans doute plus représentatif que ce dernier de leurs aspirations panislamistes. Cette dimension panislamique imprègne le salafisme saoudien et elle a été entretenue des années durant par la famille Saoud elle-même. Et T. Hegghammer démontre que les djihadistes saoudiens, y compris lorsqu'ils s'efforceront de retourner contre le régime wahhabite l'arme du panislamisme, seront bridés par ce même panislamisme et incapables d'assumer toutes les conséquences de l'option révolutionnaire.

Ben Laden, en choisissant 15 Saoudiens sur les 19 kamikazes enrôlés pour perpétrer les attentats du 11 septembre 2001, souhaite évidemment ébranler l'alliance entre l'« ennemi lointain », les États-Unis, et l'« ennemi proche », le régime saoudien. Mais la relation privilégiée entre Washington et Riyad, après quelques turbulences, demeure stable et stratégique, d'autant que le Royaume wahhabite soutient la campagne américaine de renversement du régime taliban. Plus grave encore pour Al-Qaida, la contestation de la *Sahwa* condamne sans appel les attentats de New York et de Washington. Ainsi privée de débouché politique, l'organisation de Ben Laden s'emploie à préparer une campagne révolutionnaire de type terroriste en Arabie même. Son maître d'œuvre est Youssef al-Ayyiri, aguerri aux techniques de la clandestinité, animateur de sites djihadistes sous le pseudonyme du « Sabre » et organisateur en 2003 d'Al-Qaida pour la péninsule Arabique (AQPA).

Les trois chapitres que T. Hegghammer consacre à AQPA sont passionnants. La constitution des cellules d'activistes, souvent marqués par leur expérience afghane, la mise en place des camps d'entraînement et l'acquisition d'un solide armement prennent plus d'un an avant le déclenchement du djihad révolutionnaire, le 11 mai 2003 : dix jours après que le président George W. Bush a proclamé la fin des combats en Irak, et au lendemain de la visite à Riyad de son secrétaire d'État, Colin Powell, Al-Qaida tue 35 personnes dans des attaques coordonnées contre les quartiers d'expatriés de la capitale saoudienne. C'est le début d'une campagne terroriste sans précédent, qui culmine un an plus tard avec l'équipée sauvage d'un commando djihadiste dans la ville de Khobar, cœur de la zone pétrolière du Royaume. T. Hegghammer recense les accrochages sanglants qui opposent durant des mois les forces de sécurité aux militants d'AQPA. Il décrit comment, à partir de 2005, la subversion djihadiste, minée par l'élimination de ses dirigeants successifs, est endiguée, à défaut d'être éradiquée. L'attentat raté contre le complexe pétrochimique d'Abqaiq, en février 2006, représente à bien des égards la fin d'AQPA en Arabie,

contrainte de se replier au Yémen. La fusion des branches saoudienne et yéménite d'Al-Qaida donne naissance en janvier 2009 à une nouvelle « Al-Qaida pour la péninsule Arabique », où l'élément yéménite s'avère vite dominant. C'est cette AQPA « yéménisée » qui revendique l'attentat raté d'un terroriste nigérian contre le vol Amsterdam-Detroit de Noël 2009.

Au-delà de l'apport original de leurs recherches à la compréhension d'un pays et de mouvements largement méconnus, S. Lacroix et T. Hegghammer s'emploient avec méthode à expliquer l'échec de la contestation de la *Sahwa* en 1995 et celui de la campagne d'AQPA dix ans plus tard. Car la répression policière est loin de justifier à elle seule cette défaite islamiste, puis djihadiste. Le régime saoudien a certes été servi par les ressources considérables de la manne pétrolière, qui l'ont aidé à neutraliser l'opposition par la cooptation individualisée ou la distribution des prébendes. Mais ce sont les contradictions inhérentes à une mouvance islamiste très hétérogène qui sont largement la cause de son impuissance à se constituer en alternative cohérente. La menace djihadiste ne semble plus d'actualité, même si la résurgence d'AQPA au Yémen est tout sauf rassurante. Reste l'inconnue, à terme, de la capacité du système saoudien à consentir une ouverture authentique, et donc à dissoudre la *Sahwa* dans un « post-islamisme » encore bien lointain. D'ici là, ces deux ouvrages permettent de comprendre comment le Royaume saoudien a surmonté la plus sérieuse crise de ses 80 ans d'histoire.

Jean-Pierre Filiu

Professeur à Sciences Po, auteur des *Neuf Vies d'Al-Qaida*
(Paris, Fayard, 2009)

HISTOIRE

GEMEINSAME SICHERHEIT. INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN UND DIE DEUTSCHE FRAGE (1982-1992)

Willy Brandt
Berliner Ausgabe, Band 10,
édition présentée et commentée
par Uwe Mai, Bernd Rother
et Wolfgang Schmidt
Bonn, Bundeskanzler-Willy-Brandt-
Stiftung/J.H.W. Dietz Nachfolger,
2009, 736 pages

Avec le tome X s'achève la publication des écrits de Willy Brandt sous l'égide de la fondation qui porte son nom. Celle-ci fut créée en 1994 par le Bundestag pour rendre hommage à un homme d'État au rôle exceptionnel dans l'histoire du *xx*^e siècle et retracer l'évolution de sa pensée et de son action en mettant à la disposition du public un large éventail de ses articles, de ses discours et de sa correspondance. Cette fondation a bénéficié de l'appui de nombreuses institutions publiques et privées et a confié à des historiens de renom le soin de veiller à la qualité scientifique de l'édition. Ainsi, les principaux fonds d'archives ont été mis à contribution et chaque volume comporte une introduction qui situe les documents dans leur contexte. En outre, un appareil de notes soigneusement établi précise les points d'histoire qui ne sont plus familiers aux lecteurs contemporains. Enfin, un index des personnes et des thèmes rend aisée la consultation de l'ouvrage.

Ce volume de l'« édition de Berlin » des écrits de Willy Brandt couvre une période qui s'ouvre par l'accession au pouvoir de la coalition chrétienne-démocrate et libérale dirigée par Helmut Kohl (1982) et s'achève par l'émergence d'un nouveau système de sécurité en Europe après l'effondrement de l'ordre bipolaire et l'unification allemande (1992). On y trouve le reflet des préoccupations du président de l'Internationale socialiste en matière de sécurité et l'expression de ses divergences avec le président Ronald Reagan sur la question des euromissiles. Alors que les États-Unis mettaient l'accent sur la modernisation des forces nucléaires de portée intermédiaire (FNI) pour faire pièce au déploiement des fusées soviétiques SS-20, les pays les plus exposés à cette menace comme la République fédérale d'Allemagne privilégiaient la négociation d'un accord tendant à l'élimination de toutes les armes nucléaires de théâtre. Jusqu'à la conclusion du traité de Washington (décembre 1987) qui consacre le triomphe des tenants du désarmement, W. Brandt ne cesse de lancer des mises en garde contre les risques d'une relance de la course aux armements en Europe et tente de convaincre les dirigeants américains ainsi que le nouveau secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, du bien-fondé de ses vues. On relève toutefois que ses affinités avec le mouvement de la paix et sa complaisance à l'égard de certaines initiatives de la diplo-

matie soviétique lui valent les critiques des dirigeants français et provoquent des frictions au sein de l'Internationale socialiste.

Un autre trait marquant de la personnalité de W. Brandt est le souci constant de ne pas laisser s'enliser la politique d'ouverture vers l'Est (*Ostpolitik*) à laquelle son gouvernement avait donné une impulsion décisive au début des années 1970. On sait qu'en accédant au pouvoir, le chancelier H. Kohl avait indiqué qu'il persévérerait dans cette voie, mais le Parti social-démocrate (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, SPD) n'avait pas renoncé à faire entendre sa voix et avait entrepris de conduire une politique étrangère parallèle (*Nebenaussenpolitik*) avec les partis au pouvoir dans les pays d'Europe centrale et orientale. Sans désavouer ces démarches censées entretenir la dynamique de la détente, W. Brandt privilégiait les rencontres avec les chefs d'État et de gouvernement, tels M. Gorbatchev, Erich Honecker ou le général Wojciech Jaruzelski. À ses yeux, une politique de « changement par le rapprochement » ne pouvait porter de fruits que si l'on traitait avec les autorités constituées et il répugnait à se commettre avec les dissidents est-allemands ou *Solidarnosc*, pour éviter le reproche d'ingérence dans les affaires intérieures des pays socialistes. On sait que cette *Realpolitik* fut jugée sévèrement par l'historien britannique Timothy Garton Ash dans son livre *In Europe's Name: Germany and the Divided Continent* (Londres, Vintage, 1993).

Mais c'est dans le contexte des bouleversements provoqués par la chute du mur de Berlin et la décomposition des régimes communistes que W. Brandt a donné toute la mesure de ses talents d'homme d'État. Il a perçu d'emblée que la conjoncture offrait aux Allemands la possibilité de surmonter leur division et approuvé le programme présenté par le chancelier Kohl devant le Bundestag en novembre 1989. Toutefois, il n'a pas réussi à rallier à ses vues tous les dirigeants et les membres du SPD et à cet égard son conflit avec Oskar Lafontaine et ses échanges avec l'écrivain Günter Grass sont révélateurs de la confusion qui régnait dans le parti sur les voies et les moyens de l'unification de l'Allemagne. On conçoit que W. Brandt, dont l'*Ostpolitik* s'inscrivait dans la perspective d'un ordre de paix permettant au peuple allemand de recouvrer son unité par l'autodétermination, ait été profondément affecté par les errements du SPD à l'heure où les circonstances avaient créé les conditions favorables à l'accomplissement de cette promesse. Il n'en reste pas moins qu'il a continué d'exercer jusqu'à la veille de sa mort sa réflexion sur la politique internationale et a su faire preuve de discernement dans les jugements qu'il porte sur les chances d'une politique européenne de sécurité et de défense, sur l'avenir des relations transatlantiques et sur la signification des guerres de succession en Yougoslavie.

Jean Klein

JOFFRE. DE LA PRÉPARATION DE LA GUERRE À LA DISGRÂCE, 1911-1916

André Bourachot

Paris, Bernard Giovanangeli

Éditeur, 2010, 260 pages

Le livre que consacre le général André Bourachot au maréchal Joffre ambitionne d'aider le lecteur « à déchiffrer Joffre à travers les faits marquants de sa vie militaire entre 1911, année de sa nomination comme chef d'état-major général, et 1916, année de son départ ». L'ambition est légitime, tant Joffre demeure mal connu en dépit des biographies qui lui ont déjà été consacrées par, entre autres, Raymond Recouly (1931), le général Desmazes (1955), Pierre Varillon (1956), Arthur Conte (1998) et plus récemment Roger Fraenkel (2004). Mais elle souffre d'emblée d'un handicap qui inquiète l'historien lorsqu'il découvre que l'auteur entend « établir une vérité souvent bien malmenée ».

Le livre est organisé en dix chapitres. Les huit premiers sont essentiellement chronologiques. L'auteur y étudie successivement la nomination de Joffre au poste de chef d'état-major général, la question de l'« offensive » telle qu'elle est conçue et conceptualisée avant la guerre, la question de la Belgique et du plan de concentration de l'armée française connu sous le nom de « plan XVII », la préparation à la guerre, la bataille des frontières, la bataille de la Marne et l'opposition entre Joffre et Gallieni, les « grigno-

tages », puis la bataille de Verdun. Les deux derniers chapitres, rompant avec l'ordonnancement initial, reviennent sur les relations qu'entretint Joffre avec la politique, et sur la question des limogeages de 1914. La conclusion du livre, qui est également celle du dernier chapitre, se réduit à une phrase qui rappelle que Joffre fut, à son corps défendant, le « plus illustre des limogés », ce qui est vrai et insatisfaisant.

Au fil des quelque 237 pages de texte, le lecteur apprend beaucoup. L'ouvrage fourmille d'informations parfois peu connues, fondées sur une bibliographie importante, mais qui fait l'économie des travaux récents (Historial de Péronne, Collectif de recherche international et de débat sur la guerre de 1914-1918 [CRID 14-18], Centre régional universitaire lorrain d'histoire [CRULH]), et parfois plus anciens (William Serman, Raoul Girardet, Guy Pedroncini, Jean-Jacques Becker, etc.). Les archives consultées sont nombreuses. Le texte est accompagné des remarques personnelles de l'auteur, visiblement tirées d'une expérience professionnelle longue, mais n'exclut pas, on doit le regretter, des anachronismes réguliers avec, par exemple, une référence à un manuel d'instruction de l'armée américaine de 1986...

Passées les premières pages, la lecture devient rapidement difficile en raison d'un style qui s'apparente davantage à la transcription d'une conférence qu'à l'écriture d'un livre d'histoire. S'il est certes possible de

qualifier Adolphe Messimy de « radical-socialiste *bon teint* », de décrire Joffre comme ayant un « *look* » comme « on dirait aujourd'hui », et d'expliquer que son état-major n'est ni « un soviet » ni « une moderne AG », on peut penser que de telles formules desservent le texte. Il en va de même pour un point particulier. Page 31, évoquant un article de la *Revue militaire française* de 1922, le général Bourachot cite son auteur : « un certain capitaine Nachin ». Rappelons ici que, sauf homonymie insoupçonnée, ce « certain capitaine Nachin » n'est autre que Lucien Nachin (1885-1952), officier « intellectuel », ami proche du général de Gaulle qu'il aida « maintes fois », et dont le général écrivit que c'était un « homme de qualité » animé « par la passion de connaître ».

Frédéric Guelton

1940. ET SI LA FRANCE AVAIT CONTINUÉ LA GUERRE...

Loïc Mahé, Jacques Sapir,
Franck Stora
Paris, Tallandier, 2010, 592 pages

L'exercice pourrait prêter au doute, toute réécriture de l'histoire étant soupçonnée, en France du moins, de virer rapidement à la fantaisie. Pourtant, l'ouvrage ne peut qu'être apprécié pour le sérieux de sa démarche et la rigueur dont ont fait preuve les auteurs – et le réseau international d'internautes – qui ont façonné cette « uchronie »¹.

L'introduction de Jacques Sapir éclaire utilement la méthodologie suivie par les auteurs : les hypothèses se déploient dans un cadre conceptuel fondé sur une connaissance très fine à la fois des doctrines militaires (en particulier la primauté de la tactique sur la stratégie dans la *Blitzkrieg*), de la psychologie des principaux acteurs et des conditions matérielles de l'époque (le « champ des possibles » : logistique des armées, caractéristiques techniques des armements, capacités industrielles), qui donne toute sa crédibilité « technique » au récit.

1940... présente « ce qui aurait pu ou dû advenir » : le gouvernement français, malgré l'ampleur de la défaite militaire irréversible fin mai, décide de continuer la guerre. Un conseil des ministres dramatique, le 12 juin 1940, voit l'arrestation du maréchal Pétain pour haute trahison. Dans un « sursaut » militaire français, toutes les opérations en métropole visent désormais à retarder l'avance de l'armée allemande, afin de permettre le transfert en Afrique du Nord du maximum de troupes, de l'armement et du matériel le plus moderne, et des institutions de la République – vaste opération baptisée « le Grand Déménagement ». La défaite militaire française demeure pour autant : la Wehrmacht ne peut pas être arrêtée avant la Méditerranée, qu'elle atteint début août 1940. Si la métropole est complètement envahie, la marine française et la Royal Navy contrô-

1. Dont le lecteur pourra suivre le développement sur 1940lafrancecontinue.org.

lent la Méditerranée, permettant des opérations offensives contre la marine italienne et, surtout, une nouvelle *Blitzkrieg*, franco-britannique cette fois-ci, à l'encontre de la Libye italienne.

1940... est une chronique qui alterne des scènes de haute politique et la description des opérations. Un lecteur peu habitué au langage opérationnel et aux acronymes militaires pourra craindre de se perdre dans les détails des opérations. L'ouvrage ne présente pas une réflexion supplémentaire sur les causes et conséquences de la défaite. Mais il est éclairant à deux titres : si l'histoire ne peut être réécrite, une telle « uchronie » permet de parer un déterminisme – au final la plus belle victoire de Vichy... – selon lequel l'armistice de 1940 était inéluctable. Tel un négatif – ou plutôt un « positif » – photographique, le livre souligne d'autant plus crûment les responsabilités des hommes politiques et responsables militaires les plus gradés au moment critique, et les conséquences qui découlent de leurs décisions. Il invite à la réflexion sur la responsabilité politique et sur le rôle essentiel de la volonté des plus hautes instances de l'État, qui sous-tendent et soutiennent son action en cas de crise majeure. Comme le soulignait Gaston Berger, un des pères de la prospective française, « si l'avenir dépend de tout ce qui existe à présent, et de la manière dont nous sommes placés dans ce présent –

c'est-à-dire ce que nous pouvons –, il dépend aussi de ce que nous voulons ».

Louis-Marie Clouet

UNE PENSÉE HÉTÉRODOXE DE LA GUERRE. DE HOBBS À CLAUSEWITZ

Delphine Thivet

Paris, PUF, 2010, 192 pages

De Thucydide à Machiavel en passant par Grotius et Kant, les réflexions sur la guerre se sont nourries d'observations empiriques contemporaines. Le philosophe anglais Thomas Hobbes (1588-1679) et l'officier prussien Carl von Clausewitz (1780-1831) ne dérogent pas à cette règle, le premier puisant sa pensée dans l'analyse de la guerre civile anglaise (1642-1651), le second s'inspirant des guerres révolutionnaires et de l'Empire. Dans ce contexte, les deux auteurs ont, chacun à leur manière, rompu avec les approches conventionnelles de leur temps : Hobbes en prenant ses distances par rapport aux approches théologique et juridique jusque-là dominantes ; Clausewitz en établissant le lien entre guerre et politique, résumé par la phrase selon laquelle si « on se figure généralement que [les rapports politiques] cessent avec la guerre et qu'une situation toute différente, soumise à ses propres lois, s'établit alors », « nous affirmons au contraire [que] la guerre n'est rien d'autre que la continuation des relations politiques, avec l'appoint d'autres moyens » (*De la*

guerre). Dans les deux cas, il s'agit de saisir « l'intemporalité et l'universalité » du phénomène guerrier, en s'affranchissant de « toute convention morale ou juridique ».

C'est ainsi que Hobbes définit l'état de nature, en référence à la nature humaine, mais décrivant une situation fictionnelle dans laquelle les hommes vivent « sans convention ni sujétion les uns envers les autres, comme s'ils venaient tout juste d'être créés hommes et femmes », et en l'« absence de tout pouvoir coercitif ». Pour Hobbes, l'état de nature « aboutit nécessairement à un état de guerre », ou plus précisément, « l'état naturel des hommes, avant qu'ils eussent formé des sociétés, était la guerre, et non seulement cela, mais une guerre de tous contre tous » (*Du citoyen*). Cette caractérisation de la condition humaine vaudra à Hobbes de nombreuses critiques, notamment celle de « bestialiser » l'être humain, en contradiction avec l'état premier de l'humanité tel que décrit dans les Écritures saintes. L'auteur cite ici Descartes, qui désapprouve Hobbes, « en ce qu'il suppose tous les hommes méchants ».

Dans le même temps, en rupture avec le déterminisme reproché aux réalistes – dont Hobbes est habituellement présenté comme un représentant – et selon lequel la guerre ne saurait être prévenue dans la durée, l'ouvrage pose qu'un des objectifs de la compréhension de l'« essence des phénomènes de guerre » est précisément de l'éviter.

Là est aussi l'hétérodoxie de la pensée hobbesienne selon Delphine Thivet : la guerre n'est pas une fatalité et l'identification rationnelle de ses causes doit constituer une « voie de salut vers l'édification de la paix ».

L'ouvrage offre une analyse riche et documentée de la pensée de Hobbes, à recommander dans les universités et écoles militaires. Malheureusement, contrairement à ce que laissent entendre son titre, l'introduction et le texte de quatrième de couverture, cet ouvrage n'est ni une analyse comparée des œuvres respectives de Hobbes et de Clausewitz, ni même une présentation successive de leurs pensées, mais un livre consacré dans sa quasi-totalité au philosophe anglais. Seul le dernier chapitre évoque très sommairement l'apport de la pensée de Clausewitz et en quoi elle constitue une rupture, laissant l'impression regrettable d'un ajout à posteriori et jamais véritablement justifié.

Thierry Tardy

RELATIONS INTERNATIONALES

NEW POWERS. HOW TO BECOME ONE AND HOW TO MANAGE THEM

Amrita Narlikar

Londres, Hurst & Co., 2010,
208 pages

Ce court ouvrage offre une étude, plus modeste que son titre, des nouvelles puissances (ici, l'auteur se limite à la Chine, l'Inde et le Brésil), se concentrant sur la nature de leur diplomatie et leur comportement face aux règles du système international. L'hypothèse de travail est que ces puissances, à mesure que leur société et leur économie participent de l'interdépendance globale, se socialisent, deviennent plus responsables et donc prennent la défense des règles d'un système bénéfique pour tous.

Selon l'auteur, cette hypothèse se trouve plutôt invalidée. L'Inde suit une stratégie « distributive » – c'est-à-dire construite sur un rapport de forces constant afin de modifier la répartition des bénéfices – plutôt que de mener une action coopérative (stratégie « intégrative ») afin de développer le volume global de biens pour la communauté internationale. La Chine, après avoir fait profil bas dans les années 1990, adopte la même attitude intransigente. Les performances spectaculaires de son économie, sa résilience face à la crise économique et le recours au discours nationaliste pour consolider le régime ont incité Pékin à abandonner la stratégie dis-

tributive prudente et ciblée de l'ère Deng Xiaoping pour une attitude plus franchement révisionniste. Le Brésil, au contraire, se présente comme une puissance de compromis, dont l'adhésion à la défense d'un meilleur équilibre Nord/Sud n'empêche pas la recherche d'accords avec les pays du Nord. La Chine et l'Inde justifient leur révisionnisme par des principes moraux comme la justice et l'équité (Inde) ou simplement par une défense rude de leurs intérêts (Chine).

Si ces puissances sont susceptibles de construire autour d'elles des coalitions de pays en voie de développement, aucune n'assure un véritable leadership global, c'est-à-dire l'organisation d'un compromis impliquant éventuellement une remise en cause de ses intérêts. Ces coalitions leur servent surtout à établir leur légitimité dans les enceintes internationales et à faire plier les « puissances établies » (Occidentaux et Japon), même si l'histoire intellectuelle du Brésil plaide en faveur d'une plus grande sincérité du discours tiers-mondiste caractéristique de la politique de Luiz Inácio Lula da Silva. Peu influencée par les considérations de politique intérieure (lobbies, opinion publique), cette diplomatie de confrontation a jusqu'à présent été plutôt payante. Toutefois, l'auteur s'interroge sur la possible réaction des puissances établies, notamment sur l'inquiétude que la Chine peut inspirer, et sur la substitution d'une stratégie de *containment* à une stra-

tégie d'engagement. L'absence de réaction, en tout cas, incite la seconde vague de nouvelles puissances, séduite par ailleurs par le modèle alternatif de développement chinois, à suivre la même voie.

Efficace dans sa démonstration, d'une apparente simplicité, ce livre souffre néanmoins de deux faiblesses. La première est de traiter la politique internationale comme un modèle pur, abstrait, d'où la complexité des sociétés, des situations et des changements économiques des pays sont absents. La seconde est la trop grande focalisation de l'étude sur quelques domaines, essentiellement l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le changement climatique et la non-prolifération. Les comportements lors des différentes crises ou conflits du Sud, ou sur le terrain des relations bilatérales, sont peu abordés. L'ouvrage apporte donc une grille de lecture intéressante, mais à suivre avec précaution.

Yannick Prost

GLOBAL CATASTROPHES AND TRENDS. THE NEXT FIFTY YEARS

Vaclav Smil
Cambridge (MA), The MIT Press,
2008, 320 pages

De quoi seront faites les 50 prochaines années ? C'est à cette question ambitieuse que tente en substance de répondre Vaclav Smil. Dans *Global Catastrophes and Trends*, cet auteur prolifique, fin analyste

des questions énergétiques, cherche à identifier les éléments et événements qui pourraient avoir un impact global sur le prochain demi-siècle.

Cette démarche surprend d'emblée le lecteur par son audace, et c'est presque à reculons qu'on suit l'auteur dans l'énoncé de sa thèse. Selon lui, la première moitié du XXI^e siècle sera tout d'abord marquée par des événements ponctuels et il analyse dans le deuxième chapitre les probabilités de survenue de catastrophes naturelles, de pandémies et d'attaques terroristes. Toutefois, l'auteur identifie également des tendances lourdes telles que la transition énergétique et le nouvel ordre mondial (chapitre 3) ainsi que les changements écologiques (chapitre 4).

Vaclav Smil quantifie tout, calcule les probabilités, et puise dans des substrats divers pour alimenter un propos qui brille par son interdisciplinarité. C'est l'une des forces de cet essai. Surtout, il se situe, quoique de façon globalement trop peu explicite, dans une perspective critique de l'analyse contemporaine des risques globaux. Les deux derniers chapitres de l'étude sont à cet égard d'un réel intérêt : l'auteur, et sans doute est-ce là sa véritable thèse, soutient que nous devons nous garder de toute disproportion dans notre analyse des risques. Un tel discours contraste avec la confiance béate dans la science qui prévaut parfois, comme avec le pessimisme catastrophiste de certains

penseurs. Son analyse mesurée, bien que partielle sur certaines données, du changement climatique ou de la transition énergétique et du pic pétrolier est à cet égard d'un intérêt certain.

Pourtant, au final, le lecteur ne peut s'empêcher de s'interroger sur la pertinence des choix qui structurent l'étude. Juxtaposer autant de données et d'informations ne permet tout d'abord pas de donner une direction claire au propos. Il manque à cet essai trop factuel une approche en termes de théorie des risques de la globalisation ou des crises sociales pour permettre de saisir la portée des changements analysés. À titre d'exemple, le principe de précaution est à peine cité mais pleinement remis en cause.

L'analyse, qui ne peut sur de nombreux points qu'être superficielle compte tenu de la tâche assignée et du volume de l'ouvrage, ne laisse pas non plus de surprendre. L'auteur passe ainsi autant de pages sur la possibilité d'une rencontre de la terre avec un objet extraterrestre que sur son analyse du monde musulman, sans qu'on sache d'ailleurs très bien par quel biais, sinon artificiel, deux sujets aussi différents sont rassemblés au sein de la même étude. Sa liste des candidats à une place au sommet du nouvel ordre mondial est exclusive de pays comme l'Inde ou le Brésil, et l'auteur balaye la question de savoir si un monde sans superpuissance est envisageable en disant qu'il n'est pas souhaitable.

Une telle démarche n'est pas satisfaisante. Le caractère parfois excessif du style employé la rend encore plus irritante. V. Smil cherche sans doute à provoquer pour mieux imposer son point de vue. Comparé à ses autres ouvrages, celui-ci laisse toutefois au lecteur, lorsqu'il le repose, un tangible sentiment d'insatisfaction.

Olivier Fuchs

SÉCURITÉ/STRATÉGIE

CULTURES OF WAR. PEARL HARBOR – HIROSHIMA – 9-11 – IRAQ

John W. Dower
New York, W. W. Norton and Co.,
2010, 596 pages

Historien américain spécialiste du front Pacifique de la Seconde Guerre mondiale, John W. Dower a été frappé par la réminiscence d'allusions à sa période de prédilection au lendemain du 11 septembre 2001. S'interrogeant sur la pertinence de telles évocations pour décrire et expliquer des événements contemporains, il en tire une analyse comparée précise, richement annotée et illustrée. Il confronte en trois parties les discours et les analyses de quatre grands événements que sont Pearl Harbor, Hiroshima, le 11 septembre et la guerre en Irak.

Débutant par une comparaison entre l'attaque de Pearl Harbor et celle du 11 septembre, l'auteur en

retient quelques similitudes. En effet, un même échec du renseignement peut être observé, avec des agences incapables de prévoir et même d'imaginer ces attaques, entre autres du fait d'une sous-estimation de l'adversaire. Vient s'ajouter des dimensions symboliques partagées, et aussi la permanence d'une « imbécilité stratégique » de certains acteurs : en premier lieu, celle des Japonais qui, en provoquant la réaction américaine, ne pourront pas à terme l'encaisser, puis celle des Américains qui, s'obligeant à riposter à la suite du 11 septembre, en viendront à s'embourber en Irak.

La deuxième partie sur Hiroshima et le 11 septembre invite à s'interroger sur le ciblage de populations civiles dans une perspective morale, avec la difficile distinction entre combattant et non-combattant, et dans une vision utilitariste (au sens de l'étude des gains obtenus par une des parties en visant ces acteurs). L'auteur y décortique le processus implacable qui conduit aux bombardements des villes allemandes, de celles du Japon, puis à l'emploi de la bombe nucléaire. Il met en lumière les dynamiques institutionnelles et psychologiques qui incitent à cette montée aux extrêmes et à toujours plus de destruction de masse.

Enfin, la dernière partie tente d'expliquer les facteurs qui conduisent à la reconstruction réussie du Japon, matérialisée par son réveil économique, et ceux qui plongent

l'Irak dans un chaos dont il a encore du mal à sortir. D'un Irak morcelé dès le début par rapport à l'ensemble que forme le Japon, aux différences culturelles entre les deux situations, tout conduit à des fins opposées. D'autant que les mécanismes suivis diffèrent, entre l'appui sur l'administration impériale et l'ouverture forcée à la libre concurrence d'une part, et la débaasification et une économie irakienne trustée par les entreprises américaines d'autre part. Et cela, malgré les pratiques mises en place au Japon dont il aurait été possible de s'inspirer.

L'obsession comparatiste conduit plus d'une fois à la juxtaposition d'événements sans rapport entre eux, mais la plupart des chapitres convainquent et prouvent la pertinence de la démarche. De même, si le jonglage entre relativisme et manichéisme auquel s'astreint l'auteur pour mettre en perspective deux situations conduit parfois à rendre caduque la comparaison, il ne nuit pas plus que de raison à la démonstration.

À la lecture de ces comparaisons apparaît nettement cette manière de penser et de faire la guerre à l'américaine qui traverse les siècles. Sans tomber dans le travers du déterminisme, la prudence de l'auteur permet de mettre à jour les pratiques, habitudes ou croyances propres à cet ensemble social qu'est l'appareil politique américain en guerre. C'est arriver à pointer du doigt l'importance de la culture

stratégique américaine, objet d'études récurrent et clé de lecture utile, mais non unique, pour expliquer les succès comme les échecs.

Florent de Saint Victor

COUNTERINSURGENCY

David Kilcullen
Londres, Hurst & Co., 2010,
176 pages

Les campagnes actuellement menées en Irak et en Afghanistan ont enclenché un foisonnement éditorial et l'émergence d'auteurs désormais considérés comme classiques dans le domaine de la stratégie. David Kilcullen, ancien officier australien, docteur en anthropologie et longtemps conseiller de l'Army puis du département d'État, avant de rejoindre le Center for a New American Security – *think tank* actuellement parmi les plus influents à Washington –, est de ceux-là. *Counterinsurgency* rassemble en deux centaines de pages quelques-uns des textes que l'auteur a jugés les plus importants de son œuvre. Y voisinent en effet l'article à l'origine de sa célébrité (« Twenty-Eight Articles » paru dans le numéro de mai/juin 2006 de la *Military Review*), certains textes issus de sa thèse de doctorat sur les insurrections indonésiennes, plusieurs conférences et présentations sur l'Afghanistan, ainsi qu'un article programmatique écrit en 2003 et paru dans le *Journal of Strategic Studies* à l'été 2005 (« Countering Global Insurgency »).

L'ensemble est articulé en deux mouvements : le premier insiste sur les considérations locales et les dynamiques de terrain à l'origine des insurrections et conditionnant les mesures à prendre pour les contrer. Le second propose une perspective globale : D. Kilcullen place en effet les insurrections dans le cadre d'un « djihad global » réagissant aux dysfonctionnements propres aux sociétés et régimes politiques arabo-musulmans et refusant la globalisation économique et culturelle occidentale. L'ancien officier australien articule donc ici l'argument développé en 2009 dans *The Accidental Guerrilla* (New York, Oxford University Press), à savoir la juxtaposition et l'intrication entre cette « révolte mondiale » qui se veut altermondialiste et les « guérillas occasionnelles » nées de rancœurs locales et du rejet de l'intervention politique et militaire américaine.

Il ne s'agit cependant pas ici d'un simple *Best of* de D. Kilcullen. Le livre se veut didactique et pédagogique comme un manuel universitaire. En effet, l'auteur prend soin de présenter certains des textes de manière à les contextualiser, et éventuellement à les actualiser. Il fait donc œuvre d'historien autant que d'analyste du phénomène complexe de l'insurrection et de la contre-insurrection. On peut considérer cet ouvrage comme l'aboutissement d'une réflexion arrivée à maturation. Notamment, les thèmes les plus importants de D. Kilcullen

sont non seulement repris mais mis en lumière les uns par rapport aux autres. Il en est ainsi par exemple de l'idée selon laquelle la contre-insurrection nécessite une approche opérationnelle « taillée sur mesure » (et ne peut donc être traitée hors du contexte qui voit naître l'insurrection). La mise en œuvre de l'action politico-militaire répond ainsi à des stimuli issus du terrain. Toutefois, l'analyste et le praticien de la contre-insurrection doivent être à même d'articuler cette réalité locale avec des considérations plus englobantes : la mondialisation, l'irruption d'Al-Qaïda ou encore les mutations militaires de l'appareil de défense américain. D. Kilcullen reconnaît non seulement les insuffisances de la « doctrine classique », mais encore les aspects contre-productifs de l'intervention militaire en pays tiers.

En dépit de son érudition et de sa connaissance du terrain – ses multiples expériences l'ont souvent fait comparer à David Galula –, D. Kilcullen ne parvient pas à articuler une théorie globale de la contre-insurrection dans cet ouvrage. Il est vrai que la riche réflexion de l'auteur se plie mal à la synthèse, et on peut regretter la trop courte introduction. À tout prendre, elle destine l'ouvrage aux étudiants et militaires débutant sur ce sujet.

Stéphane Taillat

LE MEILLEUR DES AMBASSADEURS. THÉORIE ET PRATIQUE DE LA DIPLOMATIE NAVALE

Hervé Coutau-Bégarie
Paris, Économica, 2010,
388 pages

« Attention, travaux en cours » : c'est ce que rappelle à plusieurs reprises Hervé Coutau-Bégarie dans son ouvrage consacré à la diplomatie navale essentiellement depuis les années 1960. La nouveauté du champ en France et le manque de sources fiables l'empêchent de satisfaire un désir d'exhaustivité qui transparaît des listes d'interventions navales. Mais l'objectif premier est atteint : offrir un corpus, un cadre et des éléments de comparaison pour considérer attentivement les faits, gestes et impacts en temps de paix de ce que Cromwell surnommait le « meilleur des ambassadeurs », à savoir le navire de guerre.

H. Coutau-Bégarie, auteur de nombreux ouvrages sur la stratégie maritime, explique comment la lecture conjuguée de James Cable et de nombreuses dépêches de presse – ainsi que les travaux universitaires de Jean-Marc Balencie ou le souvenir entre autres de la diplomatie d'intimidation d'Athènes en mer – l'ont conduit à lancer ce programme de recherche pour combler un vide dans la littérature navale, particulièrement en français. L'actualité lui donne raison : le livre couvre par exemple les dernières tensions au large des Malouines en

2010 et plus rapidement l'Arctique où risquent de se bousculer de nombreuses marines à l'avenir ; on pourrait évoquer en sus le maintien du groupe-école Jeanne d'Arc malgré le désarmement du porte-hélicoptères. En revanche, comment considérer dans ce contexte l'installation à terre d'Alindien (l'amiral français en charge des forces dans l'océan Indien) ?

Dans une langue soignée, le président de l'Institut de stratégie comparée utilise son porte-avions éditorial pour offrir un outil de qualité aux étudiants et stratèges : index détaillé, bibliographie commentée et surtout typologie de la diplomatie navale qu'il soumet au débat. L'auteur distingue la diplomatie permanente – diplomatie symbolique (affirmation du rang), de routine (visites et manœuvres), de défense (plus difficile à définir) et économique (promotion du savoir-faire) – de la diplomatie de crise, c'est-à-dire essentiellement les diplomaties humanitaire, protectrice et de puissance. À ces fonctions s'ajoutent diverses catégories – diplomatie préventive ou réactive, coopérative ou coercitive, nationale ou multinationale – ainsi que les instruments mis à disposition : porte-avions, sous-marins, moyens amphibies, aéronautique navale (parfois basée à terre et qui a pu intervenir jusqu'au Tchad), forces spéciales, affrètements, auxquels on pourrait ajouter des bases comme l'Information Fusion Centre à Singapour où se côtoient des offi-

ciers de liaison étrangers pour surveiller les mers d'Asie.

Cette grille permet une relecture originale car navale d'opérations passées, notamment celles en ex-Yougoslavie et au Liban. Surtout, le chapitre 8 propose un éclairage nécessaire sur les développements cruciaux en cours entre Inde et Chine. Plus généralement, tout l'ouvrage accompagne les actuelles transformations militaires et stratégiques. Tandis que l'armée est considérée comme un outil politique, H. Coutau-Bégarie se penche sur le volet diplomatique et naval que les praticiens, à défaut des théoriciens, ont semble-t-il assimilé. L'auteur parle même de « banalisation ». Au final, entre puissance et influence, il s'agit d'une occasion pour la France – et l'Europe ? – de souligner sa vocation maritime, à condition que les moyens suivent...

Éric Frecon

ÉCONOMIE

FAULT LINES. HOW HIDDEN FRACTURES STILL THREATEN THE WORLD ECONOMY

Raghuram G. Rajan
Princeton, Princeton University
Press, 2010, 272 pages

Le livre de Raghuram G. Rajan, ancien chef-économiste du Fonds monétaire international (FMI), s'ouvre par l'évocation d'une communication d'août 2005 à la

conférence annuelle des banquiers centraux : « Has Financial Development Made the World Riskier? » ; l'interrogation était prémonitoire et plus encore la réponse, positive. La foi dans les vertus de la libre entreprise – qui persiste – n'a pas aveuglé, chez R. G. Rajan, la capacité de comprendre la dimension systémique de la crise. D'où son avertissement : on ne peut exclure le risque que les difficultés s'accroissent si on persiste à ne pas diagnostiquer ce qui va de travers.

La première ligne de faille, c'est la question de la répartition des revenus. Il est frappant de voir repris ici cet argument, popularisé voici quelque temps par des économistes classés plus à gauche comme Joseph Stiglitz. La stagnation des revenus de la classe moyenne qui caractérise la croissance américaine des 15 dernières années est le point de départ d'une réponse politique qui a trouvé dans la facilité du crédit un substitut aux augmentations de salaire. La crise bancaire des années 1930 donne lieu à un parallèle éclairant à cet égard puisqu'elle-même succédait aux années 1920, où le « fordisme » était balbutiant et le crédit excessif déjà un substitut.

La seconde ligne de faille concerne les « déséquilibres globaux » ; R. G. Rajan là aussi se distingue de la vue dominante outre-Atlantique suivant laquelle le déficit américain et l'excédent chinois n'ont rien à voir avec la crise financière. Faux, puisque la stratégie américaine, gorgée

de crédit et de consommation, n'a été rendue possible qu'en trouvant en face d'elle la stratégie chinoise de croissance tirée par l'exportation. La Chine rejoint ainsi le peloton de tête des économies dégageant d'énormes surplus extérieurs ; ces surplus résultent de prouesses industrielles, mais ils témoignent de ce que le secteur domestique y est resté archaïque, incapable d'alimenter une croissance de plus en plus dépendante de la demande externe.

À ce panorama déprimant, aucune de ces deux causes n'étant en voie d'être corrigée, s'en ajoutent deux autres. Tout d'abord la permanence du chômage. C'est à leur péril, souligne l'auteur, que les responsables politiques ignorent les angoisses populaires que suscite sa montée : beaucoup en ont vu le reflet dans la sanction antidémocrate des récentes élections de mi-mandat. Les conseillers de Barack Obama ont fait au printemps 2009 une erreur grave en annonçant que le retour du marché du travail à meilleure fortune serait rapide... Il n'en a rien été.

La reprise a été forte, même brillante, en 2009, et les profits sont de retour, en particulier dans le secteur financier. Mais le contre-coup positif sur l'emploi se fait attendre. Le cycle économique a changé de forme depuis une quinzaine d'années avec la flexibilité du marché du travail, en particulier aux États-Unis. Depuis 1991, le décalage entre le point bas de l'acti-

tivité et le redressement de l'emploi ne cesse de s'accroître : ce délai était de 23 mois en 1991, il a été de 38 mois en 2001 et rien aujourd'hui ne laisse espérer un redressement plus rapide. Il faut donc s'attendre à ce que l'électeur exerce une pression croissante sur les gouvernements ; ce pourrait être, comme le dit l'auteur, « ce que la démocratie a de meilleur », mais il en tire une réflexion plus prudente.

Une crise longue a d'importantes conséquences en termes d'économie politique. En d'autres temps, la pression des électeurs s'est polarisée sur le protectionnisme, menace pour l'instant repoussée. Elle a, sur d'autres terrains, des effets plus insidieux. L'indépendance dans la conduite des affaires monétaires peut en pâtir directement. « Il faudrait, écrit l'auteur, un président de la Federal Reserve [Fed] bien téméraire pour défier les élus ». Inquiétude prémonitoire à nouveau puisque cette phrase a été écrite bien avant que la Fed ne se lance à l'automne 2010 dans une seconde campagne de création monétaire massive – le *quantitative easing* (ou QE2). On retrouve là, sous une autre forme, la ligne de faille qui avait conduit à l'excès de liquidité pour compenser l'insuffisance de la demande.

Il ne faut dès lors pas s'étonner, poursuit l'auteur, que les mêmes causes produisent les mêmes effets. Les autorités politiques sont prisonnières de l'objectif du plein-emploi, la Banque centrale inévi-

tablement entourée de pressions politiques : tout cela a pour conséquence une distorsion profonde des prix, en particulier le plus important d'entre eux en finance, le prix du risque. Le monde de la finance, noyé sous la liquidité, perd le sens du risque, et joue des faiblesses de la démocratie : « A modern, sophisticated financial sector understands this and therefore seeks ways to exploit government decency ». Ce que nous avons désormais sous les yeux, n'est-ce pas l'incompatibilité entre les buts poursuivis par ce capitalisme-là et la démocratie ?

Dans la dernière partie de son ouvrage, l'auteur redonne espoir en traçant quelques axes propres à surmonter cette contradiction. Même s'il ne voit pas ces mesures facilement adoptées, il souligne que ne rien faire aurait un coût énorme. La crainte sera-t-elle bonne conseillère ? On ne sait. En tout cas, il faut, pour commencer, bien comprendre que ces « lignes de faille » sont toujours là. Face à un monde opaque, cet ouvrage, dense et magistral, nous aide à faire preuve de lucidité.

Jacques Mistral

**LA BANQUE MONDIALE ET LES PAYS
EN DÉVELOPPEMENT.
DE L'AJUSTEMENT STRUCTUREL
À LA BONNE GOUVERNANCE**

Badara Dioubaté
Paris, L'Harmattan, 2008,
264 pages

À Davos, un invité du Sud ironisait : « Vous, pays occidentaux, vous fixez les règles, attribuez des notes, puis vous dites "ce n'est pas bien, mon petit" »¹. L'étude de Badara Dioubaté apporte un éclairage sur cette question d'un éventuel néocolonialisme. Depuis 30 ans, sous la houlette du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, plus de 160 programmes d'ajustement structurel (PAS) ont été mis en œuvre en Afrique, qui visaient à une stabilisation macroéconomique. Cette orientation repose cependant, selon l'auteur, sur des postulats de rationalité « en inadéquation avec les modèles mentaux et les valeurs culturelles de l'*homo africanus* ». L'absence de vérité des prix est ainsi imputée à un agent irrationnel ou exogène. L'optique est celle du développement linéaire, comblant un fossé, franchissant des étapes et levant des obstacles. La spécialisation sur un moteur de croissance enclencherait un cercle vertueux par effet de ruissellement. Ce discours sur les notions optimales, les bonnes pratiques et les institutions efficaces tend de fait à sacrifier le

rôle de l'État et du marché intérieur à des critères de multipartisme et de société civile parfois fictifs. L'Afrique a été victime de prêts à taux variables lors de la remontée des taux d'intérêts en 1979. Les cours mondiaux s'imposent à elle. Les réformes économiques nécessiteraient une volonté politique et une adhésion sociale, or les PAS ont été acceptés sous la contrainte financière et sans conviction, d'autant que le principe de conditionnalité, destiné à éviter l'aléa moral, a généré de nouvelles contraintes perçues comme une ingérence, car elles sont à géométrie variable suivant les pays.

Même en écartant la notion culturaliste de « mentalité africaine », on conçoit aisément que puissent intervenir dans certains contextes des rejets sociaux. Il faudrait donc des propositions localement ajustées, qui tiennent compte des dynamiques propres aux diverses sociétés et des systèmes de valeur des agents économiques. On ne saurait transposer des règles si les valeurs auxquelles croient les individus y sont rétives. Il faudrait « identifier les parties prenantes », puis coordonner les mesures sans ignorer une logique africaine d'appropriation communautariste des droits de propriété. L'idée d'Amartya Sen de liberté d'accomplir, ou « capacité », insiste sur les possibilités de choisir entre différents modes de vie, dans un environnement qui respecte les choix auxquels les individus d'une société accordent de la valeur.

1. Cité in R. Kagan et F. Israël, *Le Retour de l'histoire et la fin des rêves*, Paris, Plon, 2008, p. 89.

On peut regretter dans ce livre un aspect « catalogue », qui accorde beaucoup d'importance à une bibliographie des années 1960. Le FMI et la Banque mondiale n'ont-ils pas fait chacun des efforts pour se réformer, indépendamment des critiques mutuelles qu'ils se sont adressées, ou d'un souci de plaire à une « bourgeoisie mondiale » ? Dans sa préface, Ansoumane Dore reproche d'ailleurs à l'auteur d'oublier que des économistes ont pu aussi pécher par complaisance vis-à-vis des dirigeants du Tiers-Monde.

Marc Crapez

AFRIQUE

VOYAGE EN POSTCOLONIE.

LE NOUVEAU MONDE FRANCO-AFRICAIN

Stephen Smith

Paris, Grasset, 2010, 336 pages

RETOUR DU TCHAD.

CARNET D'UNE CORRESPONDANTE

Sonia Rolley

Arles, Actes Sud, 2010, 232 pages

La Françafrique est-elle morte ? Deux journalistes de retour d'Afrique apportent à cette question polémique des réponses radicalement divergentes.

Le premier, Stephen Smith, est un vieil habitué du continent africain qu'il a sillonné pendant plus de 25 ans pour *Radio France Internationale (RFI)*, *Libération* et *Le Monde*, et auquel il a consacré déjà de nom-

breux ouvrages. Avec son acolyte Antoine Glaser, rédacteur en chef de *La Lettre du continent*, il a entrepris la sociologie de la Françafrique (*Ces Messieurs Afrique*, Paris, Calmann-Lévy, 1994 ; *Ces Messieurs Afrique II*, Paris, Calmann-Lévy, 1997). Son plus grand succès de librairie reste *Négrologie. Pourquoi l'Afrique meurt ?* (Paris, Fayard/Pluriel, 2004), dans lequel il reprochait aux Africains de chercher à s'exonérer d'un échec collectif dont ils étaient les seuls responsables. Loin des polémiques suscitées par ce brûlot, l'auteur – devenu professeur à l'université de Duke aux États-Unis – marche sur les pas de Vidiadhar S. Naipaul pour nous livrer les carnets d'un long voyage en taxi-brousse, en train et en moto-taxi dans sept anciennes colonies françaises d'Afrique occidentale et centrale. Adoptant un ton dépassionné qui contraste avec celui des précédents essais qui lui avaient valu la haine tenace de ses détracteurs (*Négrologie* avait provoqué une réponse d'auteurs proches de l'association *Survie* intitulée *Négrophobie*), S. Smith fait dans son dernier livre le constat de la mort de l'État franco-africain. Lui a succédé, dit-il, un « nouveau monde franco-africain », où il serait illusoire de rechercher les traces ou l'empreinte de l'ex-métropole en dénombant, comme on a coutume de le faire, ses ressortissants, ses soldats, ses assistants techniques, pour conclure à son inexorable déclin, mais où il est allé identifier les manifestations d'une « francité postcoloniale »,

héritage que l’Afrique a librement choisi de garder en l’adaptant : la culture de la patate, la baguette de pain, le PMU, mais aussi le syncrétisme religieux, la démocratie acclimatée, la langue métissée. La conclusion est étonnamment optimiste de la part d’un auteur souvent accusé d’afropessimisme : l’Afrique est désormais adulte et n’a plus besoin de la France pour se construire. Tout comme se trompent ceux qui, en Afrique, rendent la France responsable de leurs manquement – on reconnaît l’antienne de *Négrologie* –, se trompent aussi ceux qui, en France, croient que l’ex-puissance coloniale continue de tenir les ficelles. Et de donner, en conclusion, quelques conseils à ces Français qui oscillent constamment dans leur relation à l’Afrique entre nostalgie postcoloniale et misérabilisme paternaliste : renoncer aux mirages d’une « Afrique française » qui n’a jamais existé, abandonner cette « turgescence gallique » qui rend la France si impopulaire dans une Afrique désormais adulte qui n’accepte plus qu’on lui impose un destin et, ce faisant, comprendre que « moins de France aujourd’hui serait le meilleur gage pour plus de France demain ».

Sonia Rolley ne partage pas cet optimisme. De retour du Tchad, d’où cette correspondante pour *RFI* et l’Agence France Presse (AFP) fut expulsée en 2008, elle dresse un portrait assassin de ce dernier bastion de la Françafrique. Elle n’a pas de mots assez durs pour critiquer le

soutien aveugle des diplomates et militaires français au régime autoritaire d’Idriss Déby. Dans cet essai au vitriol, visiblement écrit sous le coup de la colère, personne n’est d’ailleurs épargné : ni la communauté internationale, ni les humanitaires, ni les dirigeants tchadiens eux-mêmes. Si bien qu’en fin de lecture on ne voit plus très bien, au milieu de tant d’incompétences et de malédictions, quelle lueur d’espoir peut attendre ce malheureux pays.

Cette différence d’approche entre les livres de S. Smith et de S. Rolley tient peut-être aux pays considérés. Qu’aurait dit le premier du Tchad où son périple africain ne l’a pas mené ? Aurait-il pu continuer à annoncer le décès de cette incestueuse relation franco-africaine après avoir constaté la complicité du régime d’I. Déby et de la puissance française ? Qu’aurait pensé la seconde des autres pays francophones d’Afrique occidentale et centrale ? N’y aurait-elle pas décelé une évolution, une maturation qui les éloignent de l’ex-puissance coloniale ?

Cette différence d’approche tient aussi peut-être à une différence d’école : là où S. Rolley s’approprie les slogans assez simplistes de l’anti-(post)colonialisme, il faut reconnaître à S. Smith, qu’on partage ou non ses opinions, une approche plus nuancée, plus subtile de la postcolonie.

Yves Gounin

ÉTATS-UNIS

ATLANTIS LOST. THE AMERICAN EXPERIENCE WITH DE GAULLE, 1958-1969

Sebastian Reyn

Amsterdam, Amsterdam University Press, 2010, 548 pages

Le livre de Sebastian Reyn est une analyse pénétrante de la politique du général de Gaulle pendant sa présidence vis-à-vis des États-Unis, et plus encore des dilemmes qu'elle a représentés pour les dirigeants américains.

Les sources de S. Reyn sont principalement américaines. Outre les comptes rendus de conversations et les analyses des ambassadeurs, on recueille quelques indications inédites, comme le témoignage de l'ambassadeur américain à Paris, Charles E. Bohlen, selon lequel, par le moyen de complicités non précisées, l'ambassade des États-Unis parvenait à écouter les conversations du président français. Ch. E. Bohlen aurait révélé en outre que des fonctionnaires « antigaulistes » du ministère français des Affaires étrangères avertissaient à l'avance l'ambassade des décisions de Paris.

Le livre montre la continuité des attaques du chef de l'État français contre la domination américaine, l'intégration atlantique et la conception fédéraliste de l'Europe. Il analyse en détail le premier assaut du général, le Mémoire de 1958, qui réclame une direction stratégique tripartite de l'Organi-

sation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). S. Reyn montre que, contrairement à la légende, les Américains n'ont pas laissé la démarche du général sans réponse, et même que des entretiens à trois ont été consacrés à la question. Il révèle aussi que, malgré l'échec de ces pourparlers, de Gaulle a continué à insister sur son projet jusqu'après l'élection de John Fitzgerald Kennedy, auquel il envoya Jacques Chaban-Delmas pour le convaincre. De sorte qu'il donne un démenti à ceux qui affirment que le projet à trois n'était qu'un artifice tactique pour préparer la décision de retrait de 1966.

Le livre montre que la dégradation des relations franco-américaines ne date pas de cette décision, mais de la conférence de presse de janvier 1963, où de Gaulle lança deux « coups de tonnerre » : l'un contre l'accord de Nassau sur les missiles *Polaris* et le projet de Force multilatérale (Multilateral Force, MLF) de l'OTAN qui en était le prolongement, le second contre la candidature britannique à la Communauté économique européenne (CEE). Une des parties les plus intéressantes du livre traite finement des divergences entre Américains sur la riposte à opposer à de Gaulle. Les « européistes » influencés par Jean Monnet sont mis en contraste avec les décideurs au plus haut niveau. C'est l'occasion d'un développement instructif sur l'influence de J. Monnet sur les milieux dirigeants de Washington. Kennedy ne vou-

lait pas que des querelles théologiques nuisent à son projet de Communauté atlantique à deux piliers, et considérait un certain extrémisme du département d'État comme contre-productif. Lyndon Johnson prit pour règle de ne jamais se heurter de front avec de Gaulle et de s'abstenir de toute polémique, et il arbitra en 1966 en faveur d'une réaction ferme en substance mais modérée dans le ton.

La crise aboutit au retrait du projet de MLF et à la défaite du clan au département d'État qui voulait en faire une arme dans un combat qui aurait visé à saisir l'occasion du défi gaullien pour se lancer en direction d'une organisation atlantique plus intégrée et concentrée sur les deux puissances anglo-saxonnes. Cette épreuve montra, selon S. Reyn, que, si les États-Unis pouvaient empêcher de Gaulle de parvenir à ses fins, ils n'étaient plus capables d'isoler la France en Europe et en particulier de forcer l'Allemagne à faire un choix univoque en faveur des États-Unis. Dissuasion tous azimuts, apostrophe sur le « Québec libre », discours de Phnom Penh, campagne contre le dollar, la période suivante est celle de toutes les provocations. Mais les difficultés rencontrées par les Américains au Vietnam et par de Gaulle sur la scène intérieure française, et aussi les avatars de la détente avec l'invasion de la Tchécoslovaquie qui donne un démenti à l'optimisme gaullien sur la nature

du système soviétique, incitent les deux gouvernements à mettre une sourdine à leurs désaccords et à rechercher des ententes ponctuelles. L'arrivée de Richard Nixon et de Henry Kissinger à la conduite des affaires est l'occasion d'un nouveau départ. S. Reyn consacre un parallèle intéressant aux conceptions de Nixon et de Gaulle sur le pragmatisme en politique étrangère et le refus des postures idéologiques.

Jacques Andréani

EUROPE

LA BELGIQUE ET LA FRANCE. AMITIÉS ET RIVALITÉS

Romain Yakemtchouk
Paris, L'Harmattan, 2010,
304 pages

Terrain de jeu favori des puissances européennes, la Belgique a souvent été vue par la France comme une sorte de prolongement naturel. En témoignent la volonté continue d'expansion des rois de France dans les Pays-Bas, mais aussi l'annexion de l'ensemble du territoire sous la Révolution et l'Empire. Pourtant cette Belgique, si proche, demeure fort différente, et généralement méconnue des Français.

Terre d'échanges et de conflits, la Belgique d'hier et d'aujourd'hui se nourrit des richesses et des incompréhensions des cultures latine et germanique. Ce qui fait la Belgique,

et qui menace de la défaire, c'est la coexistence de langues, de cultures et de communautés. On est ainsi très loin du modèle jacobin. Mais la Belgique, comme le tissu de villes et de principautés qui l'a précédée, est aussi profondément marquée par une lutte permanente contre toute forme de pouvoir central. Et l'État fédéral que l'on connaît aujourd'hui ne sera jamais que la énième victime de cette nature centrifuge, qui a toujours conduit les Flamands et les Wallons à défendre les libertés communales contre le pouvoir des Bourguignons, ou celui des Habsbourg. Morcelés, ils ont su jouer sur des alliances de circonstance avec la France, l'Angleterre, la Hollande et d'autres, y compris dans leurs guerres intestines.

Ce sont ces amitiés et ces rivalités qui sont à la base d'une relation franco-belge que Romain Yakemtchouk nous fait parcourir au fil de son ouvrage. L'auteur ne s'arrête pas à l'histoire ancienne. Il analyse aussi les relations diplomatiques des deux pays de 1830 à nos jours. Et là encore, les points de divergence sont nombreux. Qu'on songe simplement à la construction européenne : un monde sépare en effet les conceptions intergouvernementales françaises de la vision supranationale des principaux acteurs belges du débat européen. L'incompréhension sera parfois totale, comme face à la « politique de la chaise vide », lors de l'échec de la Communauté européenne de défense (CED) ou lors de la tentative

française des années 1970 d'affaiblir la Commission européenne par la création d'un secrétariat politique à Paris. L'Afrique et la décolonisation, la défense et l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) sont autant de sujets où les deux pays semblent ne devoir se rapprocher que pour mieux s'éloigner, dans une sorte de mouvement perpétuel qui, en définitive, contribue à les faire exister.

Olivier Jehin

GÉOPOLITIQUE DU CAUCASE. AU CARREFOUR ÉNERGÉTIQUE DE L'EUROPE DE L'OUEST

Samuel Lussac
Paris, Technip, 2009, 208 pages

L'ouvrage de Samuel Lussac apporte un éclairage historique, politique et économique sur une région d'une grande importance géostratégique tant pour l'Union européenne (UE) que pour les États-Unis et la Chine. Le Caucase n'est pas seulement une région aux réserves d'hydrocarbures conséquentes, mais aussi un carrefour énergétique essentiel.

L'angle d'approche choisi permet à l'auteur de souligner les forces et les faiblesses des acteurs en présence, ainsi que leur montée en puissance en fonction de la mise à l'ordre du jour des enjeux énergétiques. Si, dans les années 1990, après l'éclatement de l'ex-URSS, les États-Unis ont exercé leur leadership sur la région, l'UE s'est illustrée à partir de

2006. Pour autant, la position européenne est singulière : l'Union est unique et multiple en même temps et ses États membres privilégient encore leurs propres intérêts par rapport à l'intérêt européen. L'auteur souligne aussi judicieusement la percée de la Chine, dont l'action dans la région s'avère particulièrement efficace.

La première partie du livre est consacrée à la présentation de cette « région tourmentée », dont la stabilité reste liée à des « conflits gelés », deux décennies après la chute du communisme et l'accession à l'indépendance de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie. Au-delà, l'auteur analyse les défis géographiques auquel le Caucase est confronté. Riche en hydrocarbures, le Caucase est enclavé et ne possède que des voies limitées d'exportation de ses richesses naturelles. En outre, les pays de la région n'ont pas d'accès direct au marché occidental du fait de la mésentente sur le statut de la Caspienne. Par ailleurs, l'auteur souligne que les exportations de brut se trouvent face au défi de l'engorgement des détroits turcs. Dans ce paysage compliqué, les acteurs privés, et notamment British Petroleum (BP), ont su imposer leurs intérêts en utilisant les normes internationales, comme le traité sur la Charte de l'énergie.

La deuxième partie du livre est dédiée à l'analyse des intérêts européens. L'auteur souligne le difficile cheminement de l'engagement de l'UE dans la région, d'abord à partir

d'instruments d'aide technique. Cette frilosité s'explique par la peur initiale de Bruxelles de froisser les intérêts de la Russie dans son « étranger proche ». Les deux crises gazières russo-ukrainiennes ont provoqué une prise de conscience des institutions européennes, qui ont désormais mis en place des instruments politiques comme le poste de Haut Représentant pour le Caucase Sud, la Politique européenne de voisinage (PEV) ou le Partenariat oriental (PO). L'auteur souligne que l'engagement européen s'est confronté à des divisions internes ainsi qu'à la résistance des États producteurs à accepter la norme européenne, et analyse la prise de conscience européenne sous le prisme de la nécessaire diversification des routes de transit et des sources d'approvisionnement. Celle-ci répond à des impératifs politiques : l'énergie est devenue une arme politique pour des pays de transit majeurs comme l'Ukraine. La dépendance de certains États membres a conduit à la création du Corridor Sud, véritable soupape de sécurité en cas de choc externe. Pour autant, sa réalisation effective est encore incertaine, car les projets soutenus par la Commission européenne sont en compétition pour les ressources limitées du Caucase. Le jeu politique et les intérêts des différents acteurs sont bien illustrés par les exemples de Nabucco et de South Stream, deux projets emblématiques dont la raison d'être économique est contestée par le camp d'en face.

Dans la troisième partie de l'ouvrage, S. Lussac éclaire les possibilités d'action de l'Union européenne dans cette région, où de nouveaux acteurs comme la Chine et l'Inde s'affirment de manière croissante. Il est vrai que la compétition autour des ressources de la mer Caspienne n'est plus régionale, mais mondiale, et que les pays de la région tentent d'en tirer le maximum de profits. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'élargissement de l'UE qui ouvre une fenêtre d'opportunité à plus d'engagement européen, par exemple à travers une implication forte des États baltes. Cet engagement de certains États membres est doublé par des montages juridico-financiers innovants proposés par la Commission.

Le livre de S. Lussac est agréable à lire, bien documenté et captivant. Il traite de sujets complexes, qui demandent une actualisation permanente : à cet égard, l'auteur ne mentionne ni l'impact de la crise sur la demande, ni les avancées technologiques liées à la découverte du gaz de schiste (*shale gas*) aux États-Unis.

Adina Crisan-Revol

MOYEN-ORIENT

IL N'Y AURA PAS D'ÉTAT PALESTINIEN. JOURNAL D'UN NÉGOCIATEUR EN PALESTINE

Ziyad Clot

Paris, Max Milo, 2010, 288 pages

Au-delà d'un titre en apparence provocateur, cet ouvrage a un double mérite : celui d'être un témoignage et aussi une réflexion originale sur les perspectives de paix entre Israël et les Palestiniens. Français d'ascendance palestinienne par sa mère, Ziyad Clot vient pour la première fois, à l'âge de 30 ans, à la recherche de ses racines en Israël et dans les territoires palestiniens. À Ramallah, il devient, à sa demande, conseiller juridique chargé du dossier des réfugiés, dans l'équipe de négociation – la Negotiations Support Unit (NSU) – placée auprès de Saeb Erekat, négociateur en chef de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

C'est là le témoignage de quelqu'un qui découvre une réalité qu'il ne connaissait que de l'extérieur : Haïfa et les traces de son passé familial, les contrôles renforcés à l'aéroport lorsqu'on a un prénom à consonance arabe, les *check points* qui quadrillent la Cisjordanie, mais aussi la chaleur des contacts humains, y compris entre Arabes et juifs. C'est aussi un témoignage de l'intérieur sur le fonctionnement de l'équipe de négociation, avec parfois des jugements sévères sur le manque de préparation des posi-

tions avant les rencontres avec la délégation israélienne, le complexe d'infériorité des négociateurs palestiniens, leur désarroi, le manque de coordination entre responsables, leur tropisme américain, accentué depuis la disparition de Yasser Arafat. À cet égard, quelques pages révélatrices méritent d'être lues sur la façon dont S. Erekat, de peur de déplaire à ses interlocuteurs américains, évite de s'engager dans la tentative de l'Union européenne (UE), sous présidence française, de relance du processus de paix. Z. Clot porte un jugement désabusé sur la façon dont les négociations sont menées, notamment sur la question des réfugiés qu'il suit plus spécialement. Plus généralement, il est très critique à l'égard d'un processus de paix qualifié de « spectacle », de « farce » ou d'« écran de fumée ». Il est vrai que le constat sur le suivi de la conférence d'Annapolis est accablant : sur aucun sujet – réfugiés, Jérusalem, colonies, tracé des frontières – n'apparaît le moindre rapprochement. L'arrivée de l'Administration Obama ne modifie pas la donne, même si le nouveau président, dans son discours du Caire de juin 2009, exprime une empathie réelle à l'égard de la situation des Palestiniens. Pour l'auteur, « l'approche de l'Administration Obama n'est pas fondamentalement différente de celle de George W. Bush. Ses limites sont strictement identiques : incapacité à stopper la colonisation israélienne et refus de considérer le Hamas comme un partenaire de négociation. »

Devant cette situation de blocage et la diminution progressive du territoire d'un éventuel État palestinien, l'auteur estime que la solution des deux États n'est plus possible, constat de plus en plus partagé – même si la communauté internationale, y compris officiellement Israël et l'Autorité palestinienne, estime qu'il s'agit de la seule solution possible. On peut craindre que Z. Clot n'ait raison. Dans ces conditions, quels sont les scénarios possibles ? L'auteur en voit trois : le prolongement de la situation actuelle, celle de la « gestion d'un conflit de basse intensité » accompagnée de la poursuite de la colonisation ; la perspective de l'expulsion des Arabes, israéliens comme palestiniens, des Territoires, demandée ouvertement par certains partis ; la création d'un État binational avec reconnaissance de droits égaux entre juifs et musulmans. L'auteur estime que « la solution de l'État unique s'impose en raison, et en fait ». Il est clair qu'une telle option ne peut être que récusée par Israël qui entend s'affirmer comme État juif ; la deuxième solution est naturellement inacceptable par la communauté internationale ; quant à la première, celle du fait accompli, apparemment favorable à l'extension du contrôle israélien sur la Cisjordanie, ne risque-t-elle pas à terme de conduire Israël dans le mur ? L'État hébreu peut-il assurer sa pérennité sans résoudre la question palestinienne ? Ehoud Olmert en était conscient lorsqu'en 2007, il déclarait, en ayant à l'esprit l'évolu-

tion démographique respective des Arabes et des juifs sur l'ensemble de ce que Z. Clot nomme « Israeltine » : « Si un jour la solution des deux États doit s'effondrer, et que nous devons faire face à une lutte pour l'égalité des droits de vote comme en Afrique du Sud, alors dès que cela se produira l'État

d'Israël sera terminé ». L'avenir reste incertain et tout peut arriver. L'expérience prouve, comme conclut l'auteur, que « l'Histoire [...] est souvent l'objet de coups d'accélérateur renversants. Les murs tombent parfois sans prévenir. Autant s'y préparer. »

Denis Bauchard